



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/22104
18 janvier 1991

ORIGINAL : FRANCAIS

LETTRE DATEE DU 17 JANVIER 1991, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL
PAR LE CHARGE D'AFFAIRES PAR INTERIM DE LA MISSION PERMANENTE
DE L'ALGERIE AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint, le texte de la déclaration, en date du 17 janvier 1991, du porte-parole du Ministère des affaires étrangères de la République algérienne démocratique et populaire, en vous priant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim

(Signé) Amar BENDJAMA

ANNEXE

[Original : arabe]

Depuis le 2 août 1990, la nation arabe vit un moment des plus tragiques de son histoire. La tragédie a atteint son paroxysme à la suite de l'intervention militaire massive qui vient d'être déclenchée contre l'Iraq frère, par une coalition internationale, sous la conduite des plus grandes puissances militaires occidentales.

Pour l'exécution de cette entreprise, dirigée contre un pays du tiers monde, la plus grande concentration de moyens de destruction, jamais rassemblée dans l'histoire des conflits, a été organisée depuis cinq mois et sur des terres arabes.

Cette guerre traduit l'intransigeance, le sentiment de puissance, la volonté de domination. Mais la puissance ne vient que de Dieu et Dieu exige davantage de sagesse et de justice de celui qui en dispose. Le sentiment de puissance des protagonistes a exclu toute flexibilité et toute concession, y compris pour réparer la plus grave injustice de ce siècle, celle infligée au peuple palestinien martyr depuis plus de 40 ans. La guerre, celle qui est conduite aujourd'hui contre le peuple frère iraquien, l'Algérie l'a toujours rejetée avec force. Elle la condamne aujourd'hui avec la plus grande vigueur.

Jamais le destin du monde arabe n'aura été si tragiquement menacé.

Guidée par sa conscience des conséquences douloureuses d'un tel conflit et pressentant les plus graves dangers pour l'unité et le destin du monde arabe, l'Algérie a entrepris de recourir aux forces vives arabes, conscientes des intérêts de la nation arabe, en vue de promouvoir une solution arabe, dans un cadre arabe.

Elle n'a épargné aucun effort pour solliciter tout ce qu'elle compte comme partenaires ainsi que les bonnes volontés dans le monde, pour oeuvrer à davantage de compréhension et de souplesse, dans la recherche d'une solution préservant les intérêts suprêmes de la nation arabe, en même temps que la paix dans le monde. Une solution fondée, d'une part sur le respect de la légalité internationale et la restauration de la souveraineté du Koweït et, d'autre part, sur la préservation de l'Iraq, dont les réalisations sont un acquis précieux de tout le monde arabe.

L'Algérie a agi avec la conviction qu'une guerre, qui viserait la destruction de l'Iraq, n'épargnerait ni le Koweït, ni d'autres pays arabes, que ses effets affecteraient l'ensemble du monde arabe et qu'elle ne pourrait profiter qu'à ses ennemis, au premier rang desquels Israël.

Depuis le 2 août, l'Algérie n'a cessé de plaider que la crise du Golfe, quelles que fussent la complexité de ses causes et la gravité de ses implications régionales et internationales, pouvait trouver une solution équitable et honorable dans un cadre arabe, par la voie du dialogue et de la négociation.

Mais le Sommet du Caire du 10 août 1990, qui avait été pourtant appelé à oeuvrer à une solution arabe, en dehors de toute intervention étrangère directe ou indirecte, a substitué à l'effort arabe commun le recours aux forces étrangères, ouvrant ainsi la voie à l'intransigeance, au radicalisme des positions et à un alignement aberrant sur la logique de guerre.

L'Algérie a constamment rejeté la logique de guerre. Elle a été pleinement consciente des effets dévastateurs d'un conflit armé, de l'instabilité et de l'insécurité que connaîtrait le monde arabe, voire le monde dans son ensemble, comme conséquence, à la fois des bouleversements politiques et économiques qui s'ensuivraient et des sentiments d'injustice et d'humiliation qu'engendrerait une telle guerre dans la conscience des peuples arabes.

Dévasté et divisé comme il ne l'a jamais été auparavant, le monde arabe apparaît aujourd'hui comme la première victime de la fin de la guerre froide et de ce nouvel ordre politique international, qu'il voit s'établir sur ses propres malheurs.

Quant à la cause palestinienne, cause arabe sacrée entre toutes et présente dans ce conflit comme dans toutes les crises qui ont secoué le Moyen-Orient, elle aura été encore une fois sacrifiée sur l'autel des intérêts de puissances, au mépris de la légalité internationale dont se prévalent ceux qui ont pris la responsabilité de conduire cette guerre.

L'Algérie a toujours rejeté le recours à la force et l'occupation de territoires par la force, conformément aux principes constants qui l'ont toujours guidée dans sa politique extérieure.

L'Algérie considère également que la légalité internationale est un tout indissociable et qu'elle doit s'appliquer en tous lieux et en toutes circonstances, à commencer par la cause palestinienne.

L'Algérie, qui, jusqu'au dernier moment, n'a épargné aucun effort en vue d'éviter la catastrophe, met chacun devant ses responsabilités au regard du jugement des peuples et celui de l'histoire.

Le monde arabe fait aujourd'hui face à une des plus terribles épreuves de son histoire. Le peuple algérien doit affronter cette épreuve avec le courage, la dignité, le sens de la responsabilité et de la solidarité qui s'attachent si distinctement à sa personnalité.

Plus proche que jamais du peuple iraquien frère, l'Algérie proclame sa solidarité avec lui dans l'épreuve qui lui a été imposée. Elle en appelle à l'ensemble des peuples épris de paix et de justice, pour oeuvrer activement à l'arrêt immédiat des hostilités, au départ des forces étrangères de l'Iraq, du Koweït et de toute la région et à l'initiation, sans délai, d'un processus de règlement pacifique de la question du Moyen-Orient, notamment par l'organisation d'une conférence internationale. En cette phase cruciale de l'histoire de la nation arabe, l'Algérie s'engage à déployer tous ses efforts pour la mobilisation des énergies susceptibles d'assurer le retour à une situation de paix et de stabilité durables dans cette région.